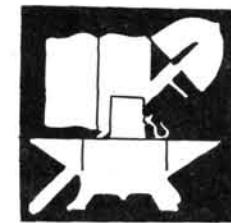




# Le Réveil social



N° 3 - Avril 1983  
2ème année - Nouvelle série  
200 livres  
Expédition abonnement  
groupe postal 3e (70%)

Le Syndicat Autonome Valdôtain Travailleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains. Ses objectifs du S.A.V.T. sont: - la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste et l'amélioration des conditions de vie et de travail; - la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral. Afin d'atteindre ses objectifs, le S.A.V.T. par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à réaliser: - la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficace; - la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes du Val d'Aoste dans tous les secteurs économiques; - la parité entre les droits des hommes et des femmes; la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique au Val d'Aoste; - l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences et de lutte commune.

Organe mensuel du  
SAVT Syndicat Autonome  
Valdôtain des Travailleurs

## BILINGUISME REEL

Par Dino VIERIN

La délibération du Gouvernement Valdôtain n. 529 du 28.01.1983 portant sur «la ligne d'action éducative pour l'école maternelle de l'Etat adaptée aux exigences socio-culturelles et linguistiques de la Région Autonome du Val d'Aoste» et la présentation à l'Assemblée Régionale d'un projet de loi concernant «la création des Lycées Techniques» dans notre Région représentent deux aspects fondamentaux de l'actuelle politique scolaire valdôtaine et font état d'un changement d'aptitude, de comportement et d'esprit vis-à-vis de la solution de nos problèmes culturels et linguistiques. Ces dispositions constituent aussi la première réalisation des prin-

cipes que le SAVT-école a depuis toujours soutenus et elles envisagent l'application des propositions de son dernier congrès. La motion finale du VIII congrès, en effet, après avoir défini la fonction et le rôle de l'école, après avoir examiné ses rapports avec la société environnante et ses contenus culturels, REFUSAIT la structure scolaire actuelle du Val d'Aoste parce qu'elle ne reflète guère les valeurs et les besoins exprimés par la communauté valdôtaine, parce qu'elle ne transmet pas sa civilisation, parce que l'esprit de l'enseignement, ses contenus et ses programmes ne sont pas valdôtains et parce que le statut de la langue est presque exclusivement ita-

lien. Par conséquent, le Savt-école - en perspective - sollicitait soit une redéfinition des compétences législatives scolaires du Val d'Aoste, soit l'institution, à côté de l'école actuelle, de sections allant de la maternelle au secondaire où les contenus et les programmes seraient axés sur la connaissance de notre milieu et de notre culture et où le français (l'allemand) - avec l'utilisation du patois - serait la langue de l'enseignement.

Le Savt-école, réaffirmant l'importance, la nécessité et l'urgence de l'institution d'une telle structure scolaire afin de réaliser un bilinguisme réel, dans l'immédiat, néanmoins:

— réclamait une conclusion rapide des travaux de la Commission mixte pour l'application de l'article 40 du Statut; — demandait que le Gouvernement Valdôtain, aux termes de l'art. 2 lettre r) du Statut, prenne à sa charge, assure l'organisation et la gestion de l'instruction technico-professionnelle.

Examinons les aspects les plus importants de ces deux mesures.

### A) PREMIÈRE APPLICATION DE L'ARTICLE 40 DU STATUT

A partir de l'année scolaire 1983-84, seront mises en oeuvre les adaptations de la ligne d'action éducative pour l'école maternelle de l'Etat aux exigences socio-culturelles et linguistiques du Val d'Aoste,

suite à la page 3

## Période d'élections

Au mois de juin 1983, l'on procédera au renouvellement de l'Assemblée Régionale. Bien en avance tant sur la présentation officielle des listes des candidats que sur l'ouverture de la campagne électorale, la presse -compte tenu aussi des modalités établies par le Comité Central de l'Union Valdôtaine pour le choix de ses candidats - s'est chargée de diffuser toutes les informations et sur les primaires unionistes et sur les candidats potentiels. Le SAVT, à cause de la candidature sur les listes de l'Union Valdôtaine de son secrétaire responsable François STEVENIN, a été mêlé à cette campagne de presse et souvent aussi devancé par le flot de suppositions et de nouvelles, concernant même son action future.

Tout en reconnaissant le droit à l'information et l'exigence d'informer les lecteurs et l'opinion publique sur les principaux événements politiques et sociaux, considérant les exigences quotidiennes de La Stampa ou de la Gazzetta del Popolo, compte tenu du droit des journalistes de jouer aux agents secrets pour la réalisation de leurs scoops, considérant aussi que souvent même «nos amis» parlent trop, parlent à tort et à travers ou rendent des services qu'ils ne devraient pas, plusieurs précisions s'imposent, notamment sur les problèmes qui découlent de la succession de François STEVENIN.

La section de l'Union Valdôtaine de Saint-Martin de Corléans, à l'unanimité, a

demandé M. François STEVENIN comme candidat aux élections régionales. Celui-ci a accepté sous réserve d'approbation de sa candidature par les organes directeurs du SAVT et de définition des modalités de sa succession.

Le Secrétariat du SAVT, après avoir longuement examiné la question, a pris acte de la candidature de François et le Comité Directeur, après le renvoi de la discussion lors de la séance du 18 mars 1983, sera prochainement convoqué pour définir la nouvelle composition du Secrétariat du SAVT et pour élire le nouveau Secrétaire responsable.

Tout se fera donc sur la base des principes statutaires et, contrairement aux informations, sans déchirement, sans la présence de tendances ou sans la nécessité d'affirmation d'une politique syndicale par rapport à une autre. Certes, le regret pour le départ de François est grand, son action et son énergie nous feront défaut au début, mais la ligne d'action du SAVT continuera à être la même, continuera à être décidée par ses organes directeurs et par la participation de ses adhérents. Elle sera encore le résultat d'une action commune et collective pour la sauvegarde des droits et des intérêts culturels et économiques des travailleurs et de la communauté valdôtaine.

En conséquence non pas une opposition entre la tendance «radicalisation des luttes dans les usines» et la priorité

Les deux termes -culturel et économique - continueront donc toujours à être liés et donc traités à égalité, indépendamment de la personne du Secrétaire responsable, parce que, nous le repétons, ce sont là les raisons d'être du SAVT, ses objectifs que nous n'oubliions pas, que nous ne renierons jamais, que nous ne sacrifierons jamais au nom d'une unité syndicale, quand elle signifie uniformité, asservissement aux directives supérieures des centrales syndicales italiennes ou encore subordination aux décisions externes, qui passent sur nos têtes et qui entraînent la perte de la capacité de gérer nos ressources et nos destinées.

En somme, nous étions, nous sommes et nous serons toujours le SYNDICAT AUTONOME VALDOTAIN DES TRAVAILLEURS.

Dino VIERIN

## 1° MAGGIO: FESTA DEL LAVORO programma della manifestazione unitaria CGIL-CISL-SAVT-UIL

MANIFESTAZIONE A CHAVONNE (Villeneuve)

SABATO 30/4/1983

ore 18,00 Inizio manifestazione, con apertura bar e ristorante  
ore 20,00 Proiezione del FILM di Martin Rosen «La collina dei conigli».  
ore 21,30 Ballo popolare (ingresso libero) suonerà il complesso di Emilio Danna

DOMENICA 1/5/83

ore 12,00 Pranzo, apertura ristorante e bar  
ore 15,00 Spettacoli musicali con la partecipazione dei gruppi: BAZARBANDA, LE TROUVEUR VALDOTEN e THIEBAT ENRICO - Giochi per bambini  
ore 18,00 Riapertura bar ristorante  
ore 21,00 Ballo popolare (ingresso libero) suonerà il complesso di Emilio Danna

MANIFESTAZIONE AL CRAL COIGNE DI AOSTA (C.so Battaglione Aosta)

Esposizione di una mostra sui temi della pace, della crisi e della contrattazione nei seguenti giorni:

Venerdì 29/4/83 dalle ore 14,00 alle ore 20,00  
Sabato 30/4/83 dalle ore 9,00 alle ore 18,00  
Domenica 1/5/83 dalle ore 9,00 alle ore 12,00  
Lunedì 2/5/83 dalle ore 9,00 alle ore 19,00

COMIZI SINDACALI DEL 1 MAGGIO

Verrà: ore 10,30 Partenza corteo dal campo sportivo, con partecipazione della banda musicale e deposizione corona al monumento dei caduti  
ore 11,00 Comizio in piazza; parleranno a nome della Federazione Unitaria CGIL-CISL-SAVT-UIL i sindacalisti DONZEL Ezio e BENEFORTI Valerio.

Chavonne Villeneuve ore 18,00 Comizio sindacale; parleranno a nome della Federazione Unitaria CGIL-CISL-SAVT-UIL i sindacalisti CHERICI Leno e MARINARO Gerardo.

## La politica industriale del dopo guerra

di Francesco STEVENIN

tervento della Comunità Valdostana fu di poco più di ottanta milioni da parte del B.I.M. e di oltre venti milioni da parte della Regione per l'acquisto dei terreni. Il capitale di rischio dell'azienda era pertanto elevato rispetto al contributo pubblico e questo avrebbe dovuto costituire, per l'azienda, un incentivo alla produzione, alla commercializzazione e alla vendita, al fine di recuperare, nella logica della libera economia, gli investimenti e di trarne degli utili.

La realtà, però, fu molto diversa: infatti, gli altri costi del personale amministrativo e di commercializzazione del prodotto, la non adeguata qualità del prodotto rispetto ad una sovrabbondante produzione complessiva fecero sì che le perdite dell'azienda aumentassero segue a pag. 2

politica di riequilibrio del territorio che creasse delle alternative di lavoro per i giovani che necessariamente abbandonavano la montagna e la campagna disincentivati dalla non adeguata e sufficiente redditività dell'attività agricola.

È questo il periodo della installazione in Valle d'Aosta della Sirca-Davit ad Arnad, della Fera di Saint-Vincent, della Morgex-Carbo, della Pollein e di altre aziende. La Regione dal canto suo, interveniva con modesti contributi per l'acquisto dei terreni.

Si trattava di iniziative che, dopo alcuni anni, hanno dovuto cedere il passo, con la conseguenza della chiusura per alcune aziende. A distanza di anni, una valutazione più approfondita si rende necessaria, perché troppo sovente si sono

## Période d'examens

Lors des dernières élections du Conseil national de l'instruction publique, le Savt-école a été mis en état d'accusation par Cgil-Scuola et Sinascel-Cisl, à cause de son programme électoral et a dû se soumettre à un examen de «bonne conduite confédérale»; examen qui s'est finalement conclu - en présence des Confédérations - par un non-lieu. L'accusation portait sur le fait que, pour garantir - en respectant le pluralisme et la sauvegarde des droits des minorités ethniques et linguistiques - la présence de ces syndicats qui ne pourraient être autrement représentés, le Savt-école avait incité à voter pour sa liste, la liste du syndicat valdôtain, en déclarant que c'était «pour permettre que les exigences de l'école valdôtain soient examinées et satisfaites, indépendamment de toute influence des centrales syndicales confédérales et non».

Néanmoins, parallèlement CGIL-Scuola et Sinascel-Cisl, ne partageant ni ne respectant la volonté de l'Assemblée Régionale, qui avait approuvé, à la majorité, la loi n. 86, portant sur la définition des modalités de titularisation des enseignants du Val d'Aoste (vérification préalable de la connaissance de la langue française, sessions d'exams au Val d'Aoste), se présentaient avec le SNALS (syndicat non confédéré de l'école) à la Commission de Coordination pour demander le renvoi de la loi susdite. Ils créaient ainsi un dangereux précédent d'immission et de pression sur l'organe de contrôle et ils établissaient le principe de l'unité tous azimuts, sans frontières confédérales, de l'unité italienne, afin de nier au Val d'Aoste autonomie, compétences, droits statutaires.

Au Conseil Scolaire de district n. 1, compte tenu du fait que le budget pour l'année 1983 avait été approuvé avec le vote favorable du SAVT et de la CGIL et avec le vote contre du Président et de son groupe (écoles libres, Snals, Sinascel), considérant que par ce fait la représentativité du Président - en tant qu'expression de la volonté du Conseil de district - avait été fortement mise en question, considérant aussi que le vote du Budget constitue l'un des aspects, sinon l'aspect le plus qualifiant, du fonctionnement, de la gestion et de l'activité du Conseil et que, par conséquent, le Président actuel ne pouvait gérer un budget approuvé contre sa propre volonté, dans le but d'éclaircir cette situation pour le bon fonctionnement du Conseil aussi, le SAVT a présenté une motion de censure, sollicitant du Président sa démission.

Contrairement au vote précédent, faisant renaître «le compromis valdôtain», CGIL a voté contre la motion de censure, contribuant ainsi - comme il l'avait d'ailleurs déjà fait lors de l'élection du Président et en dépit de toutes déclarations de principe - au

maintien à la tête d'un des plus importants et représentatifs organes scolaires du Val d'Aoste d'un Président issu des écoles privées ou libres.

Deux considérations s'imposent.

Tout d'abord, nous avions vu juste quand nous déclarions vouloir examiner et satisfaire les exigences de l'école valdôtain indépendamment de toute influence extérieure confédérale ou non confédérale, vu que souvent entre les deux positions il n'y a aucune différence, mais que au contraire, l'unité se fait contre ces mêmes exigences et nécessités. Par ailleurs nous aimerions savoir si les autres syndicats aussi devront passer l'examen de «bonne conduite confédérale» ou si par contre, dans les cas présentés, l'auto-

nomie de chaque organisation, «l'unité dans la diversité» l'emporteront sur les prétendus principes confédéraux, qui nous paraissent désormais un «sabot pronto per tutte le stagioni».

Enfin nous aimerions également savoir si le processus des «convergences parallèles» amorcé par CGIL-scuola ou par le responsable des 150 heures aura pour conclusion la participation des écoles privées ou du Snals à l'action de soutien des 150 heures ou des autres initiatives, sur le plan social, des syndicats confédérés ou au parrainage des mêmes «autonomes» dans le secteur industriel. A moins que l'on ne se trompe dans le sens du processus...

Dino VIERIN

## Ristrutturato l'orario e i nuovi incentivi economici

Sono due dei punti qualificanti compresi nel primo contratto unico della Sanità.

È stato finalmente siglato, il 25 maggio scorso, tra i rappresentanti della delegazione pubblica, Governo, Regioni, ANCI, Organizzazioni Confederati CGIL-CISL-UIL e mediche dell'ANAAO e FIMED il primo contratto unico della Sanità.

La bozza definitiva, che avrebbe dovuto porre la parola «fine» alle agitazioni dei medici ospedalieri, ha invece seminato il malcontento in alcune categorie di sanitari che, subito dopo la sigla tra le parti maggiormente rappresentative, hanno ripreso le forme di lotta con grave senso di irresponsabilità a danno, ancora una volta, dei cittadini e dei pazienti bisognosi di cure ai quali, proprio con l'attivazione del nuovo contratto, si dovrebbe garantire una più accurata assistenza attraverso la revisione di alcuni istituti contrattuali da tempo in discussione.

Con la sigla di questo primo contratto, infatti, l'intento delle Organizzazioni Sindacali era anche quello di dare un contributo concreto all'avvio della riforma sanitaria incentivando, dove possibile, alcune forme di partecipazione attiva nella programmazione dell'attività sanitaria ed una progressiva revisione del salario accessorio in modo da finalizzarlo alle «nuove» esigenze del servizio sanitario sul territorio.

Dopo lunghi mesi di trattativa, a volte anche difficile e burrascosa, si è pervenuti alla sigla del definitivo protocollo d'intesa che passerà ora alla ratifica dei circa 620.000 dipendenti sanitari.

Possiamo intanto riassumere, a grandi linee, i principali contenuti del neo-contratto che prevede, per quanto attiene l'orario di lavoro, 38 ore settimanali con

abolizione definitiva della mezz'ora di pausa «oggetto misterioso» dell'ultimo ANUL per il personale ospedaliero ed il diritto alla mensa per tutti i dipendenti del comparto nei soli giorni di effettiva presenza stabilendo altresì che il pasto dovrà essere consumato al di fuori dell'orario di servizio, revocando in tal modo tutte le precedenti concessioni, e dietro un compenso che dovrebbe essere circa pari ad un terzo del costo effettivo.

Per quanto riguarda il compenso per lavoro straordinario viene riconfermata

(in attesa della legge quadro per il Pubblico Impiego)

la nominativa dell'ANUL ex-ospedalieri salvo una maggiorazione del 30% per il notturno ed il festivo ed un ulteriore 50% per il notturno-festivo.

A riguardo poi dell'Istituto relativo alla Pronta disponibilità ogni turno di reperibilità viene fissato in 24.000 lire uguali per tutti e, in tema di organizzazione del lavoro viene ripreso, in via sperimentale, così come già nell'ultimo contratto degli ospedalieri, il concetto di lavoro part-time (a metà tempo) nel limite massimo del 5% dei posti di organico e sono state definite le aree in cui potrà effettuarsi la mobilità del personale.

Importante è poi il concetto riguardante gli incentivi di produttività che dovrebbero riprendere e sostituire le tanto discusse partecipazioni attraverso l'individuazione di due aree specifiche di intervento:

a) progetti finalizzati alla migliore utilizzazione e razionalizzazione dei servizi;

b) progetti di intervento sull'attività specialistica e diagnostico-strumentale tendenti al recupero della sempre maggiore utilizzazione ai convenzionamenti esterni.

Enzo BLESSENT

## La politica industriale

suite de la page 1

d'Aosta di una serie di imprese: la S.I.V. di Arnad, la MAXEL di Gignod, la Coros di Cogne, la Rossignol di Verrayes, senza tralasciare l'acquisto della ex Sircadavit ed ex Pollein Confezioni, diventate poi ALLUVER, FORTUNA WEST E INTEVA. Ora, è vero che questa politica ha favorito la creazione o il mantenimento di alcune centinaia di posti di lavoro, ma, per converso, si sono immobilizzati forti capitali, con strutture non sempre riconvertibili e purtroppo con imprese non sempre proprietarie degli immobili, che pertanto possono dare garanzie alle banche esclusivamente attraverso i macchinari, senza tralasciare che sovente la Regione è intervenuta a favore di aziende anche con fiduciosi nei confronti delle banche che avevano concesso mutui per l'acquisto degli impianti industriali.

Da non sottovalutare è, poi, il ruolo che ha rivestito e può rivestire la Comunità Economica Europea, i cui trattati contemplano la possibilità di concedere aiuti finanziari sotto varie forme (versamento di fondi, a titolo definitivo, provenienti dal bilancio della Comunità; concessioni di mutui CECA, finanziati mediante prestiti emessi da tale organismo e riservati alle industrie del carbone e dell'acciaio; concessioni di prestiti da parte della Banca Europea per gli investimenti).

In tale ambito molto importante si è rilevata l'azione del Fondo Sociale Europeo, che ha il compito di promuovere all'interno della Comunità la possibilità di occupazione e la mobilità geografica e professionale dei lavoratori. Il Fondo, infatti, interviene sia quando occorre formare della manodopera qualificata (esigenza che si avverte in modo notevole in Valle d'Aosta), sia quando si renda necessario risolvere delle difficoltà relative all'occupazione nelle regioni depresse o in declino, intervenendo in particolare per riassorbire la disoccupazione e sottoccupazione di lunga durata.

Risale infine a nove mesi or sono la nascita della Finanziaria regionale «Finaosta», con lo scopo di correre a promuovere lo sviluppo economico della Regione e con la finalità di perseguire forme di intervento tendenti a favorire la nascita, lo sviluppo, l'ammodernamento e la mutua collaborazione di imprese a medie e piccole dimensioni con sede e prevalente attività nel territorio regionale. A nove mesi di distanza diventa arduo dare un giudizio definitivo sulla «Finaosta». Certo è che gli interventi finora operati sono tesi esclusivamente al mantenimento (e non sempre) degli attuali occupati e non si registrano investimenti diretti a realizzare nuove iniziative e, di conseguenza, a creare posti di lavoro aggiuntivi.

Come osservazione con-

clusiva che emerge dall'analisi degli interventi ora richiamati, si può affermare che questi hanno un senso e possono rivelarsi incisivi solo se inseriti in una serie politica di rinnovo e consolidamento dell'assetto industriale valdostano, che corrisponda ad esigenze reali.

Per raggiungere questo traguardo, occorre innanzitutto superare il fattore negativo rappresentato dalla monoculturalità accentuata nell'impianto della NUOVA SIAS e dall'isolamento nel quale si trovano le altre imprese produttive, che non hanno permesso un'articolazione e specializzazione del tessuto industriale valdostano. Il primo intervento urgente, quindi, dovrebbe essere rivolto a favorire una maggiore correlazione delle imprese stesse, mediante la creazione, accanto agli impianti di base - siderurgico, chimico, tessile - di nuove lavorazioni di verticalizzazione dei prodotti di tali impianti.

Con tale sistema si verrebbe ad incentivare l'installazione di imprese medio-piccole, le quali, ta l'altro, potrebbero facilitare l'inserimento nel processo di industrializzazione, sinora rimasto per lo più affidato ad iniziative esterne, di una classe imprenditoriale locale.

La Regione dovrebbe intervenire, a questo punto, con degli strumenti che appoggino al massimo l'impianto e l'evoluzione di queste iniziative e che agiscano, da una parte, con l'incentivare gli operatori mediante agevolazioni consistenti nell'offerta di fonti di approvvigionamento (energia, metano) a condizioni più vantaggiose di quelle che troverebbero indirizzando altrove la propria scelta circa l'ubicazione dell'impianto, e, d'altra parte, con il mettere a disposizione un'organizzazione di servizi di supporto alle aziende del settore industriale, della quale potrebbe usufruire anche il terziario qualificato.

La Regione, in questo contesto, riveste un ruolo molto importante perché è all'ente pubblico che spetta di intervenire con una seria politica di programmazione per organizzare il contesto economico nel quale le imprese effettuano le loro scelte, agendo più specificatamente per aiutare lo sviluppo di taluni settori da privilegiare, per indicare le trasformazioni che si rendono necessarie in altri o per ritardare, in altri settori ancora, uno sviluppo che per motivi contingenti potrebbe rivelarsi negativo.

Francesco STEVENIN

Le Réveil Social

SAVT, 2 Place Manzetti  
11100 Aosta (Tel. 0165-44366)  
Dir. Resp. DINO VIERIN  
V. Dir. LUCIANO CAVERI  
Stampa Arti Grafiche E. DUC  
73, Av. Battaillon Aosta  
11100 Aosta (Tel. 0165-41147)  
Autorizzazione Trib. Aosta  
n. 15 del 9.12.1982

segue dalla pag. 1  
sur la base du texte approuvé par le Gouvernement Valdôtain et le Ministère de l'Instruction Publique. Le document prévoit que les adaptations portent sur:

**1) Les finalités de l'école maternelle et les caractères de la ligne d'action éducative.**

en prévoyant que l'école maternelle tienne particulièrement compte - au Val d'Aoste - des particularités linguistiques et culturelles de la population et de sa fonction institutionnelle et éducative qui doit être axée sur une formation bilingue effective.

**2) La Liberté et la responsabilité didactique** qui doivent aller de pair avec la connaissance profonde de la réalité locale et avec l'étude de méthodologies qui permettent à l'enfant de se former en symbiose avec le milieu naturel et culturel où il grandit.

**3) Le rapport entre l'école maternelle et la famille,** où l'école maternelle représente la première occasion concrète de collaboration entre la famille et les institutions scolaires au bénéfice de l'enfant. Il s'agit d'une collaboration particulièrement utile et importante du fait que les expériences intellectuelles et sociales, vécues par l'individu au cours de ses premières années de vie, sont capitales pour son plein épanouissement. Pour favoriser, soutenir et enrichir ces expériences l'école maternelle doit donc toujours compter avec les caractéristiques du contexte social, culturel et économique où elle se développe.

**4) La personnalité de l'enfant et la réalité locale.**

qui obligent l'enseignant à tenir compte du fait que, au Val d'Aoste, la capacité de communiquer oralement avec les autres naît et se réalise dans de situations de bilinguisme où les «patois» locaux originaires ont une position et un rôle très importants.

**5) La personnalité de l'éducateur** qui, non seulement doit «posséder et cultiver l'aptitude à améliorer sa connaissance et capacité professionnelle et à agir de façon à instaurer des rapports humains positifs avec les adultes et les enfants», mais doit encore absolument savoir pénétrer avec l'attention et la sensibilité nécessaires les facteurs culturels, sociaux et affectifs du milieu environnant. La préparation de base des éducateurs «constituée» par une bonne culture générale et par une solide culture pédagogique, psychologique et sociologique doit donc s'étendre aux thématiques typiques de situations de bilinguisme individuel et de groupe. Ceci implique que, pour se former et se perfectionner davantage, les éducateurs du Val d'Aoste devraient non seulement tirer parti des structures formatives ordinaires, mais également accéder aux structures spécifiques de Pays ayant des problèmes linguistiques et culturels analogues, notamment les Pays de l'aire francophone.

**6) Les formes spécifiques de l'activité éducative** qui, dans le contexte bilingue et culturel caractéristique du Val d'Aoste, impliquent que l'ensei-

gnement de l'école maternelle soit dispensé équitablement dans les deux langues - le français et l'italien - selon des formes qui ne peuvent pas être rigoureusement affectées à des secteurs spécifiques et selon des horaires définis. Dans la situation particulière de l'école maternelle valdôtaine, enfin, le principe une langue - une personne, doit être interprété comme: une langue - une situation, c'est-à-dire que le deuxième terme doit être placé dans un moment particulier de l'expérience de formation de l'enfant.

Pour ce qui concerne les **activités éducatives**, toutes les activités éducatives de l'école maternelle doivent être effectuées dans l'une ou dans l'autre langue du Val d'Aoste, sans distinction aucune. Il importe que les activités soient établies et organisées sur la base des stimulations et des suggestions du milieu, des besoins et des expériences de l'enfant, des objectifs de la connaissance, des buts sociaux et expressifs qu'il est bon pour eux d'atteindre.

Etant donné en outre le lien étroit qui existe entre le patois franco-provençal et la langue française, l'enseignement devra s'attacher à favoriser l'approche du premier par ces enfants mêmes dont ce n'est pas la langue maternelle. Cela se fera, évidemment, sans obligation aucune, notamment par l'intermédiaire du jeu et conformément aux différentes formes naturelles que le patois assume dans des diverses localités. Ainsi, alors que l'on doit utiliser les liens phonétiques, sémantiques et lexicaux entre le franco-provençal et la langue française, il convient d'éviter les intromissions de l'italien dans le franco-provençal et la langue française comme celles d'une langue dans l'autre. Cela implique que chaque système de communication orale utiliséait des motivations, un terrain d'expression qui lui soit propre, du matériel et des supports didactiques bien distincts. Cet agencement des activités linguistiques n'empêche cependant pas les comparaisons et les confrontations. A trois-quatre ans, déjà, l'enfant a conscience de posséder et de manier deux ou plusieurs langues et, déjà, il possède une double compétence en ce sens qu'il maîtrise intuitivement les différentes règles et les différents mécanismes linguistiques.

En conclusion, la croissance linguistique et la croissance de la personnalité sont deux étapes qui, dans une situation bilingue, doivent être vécues par l'enfant dans les deux langues.

**B) LES LYCEES TECHNIQUES**

Monsieur Pierre Grosjacques, Directeur de l'I.P.R. de Châtillon et l'un des principaux collaborateurs à la rédaction du projet de loi portant sur l'institution au Val d'Aoste des Lycées Techniques, nous a ainsi illustré les finalités et les principaux aspects du projet.

# Bilinguisme réel

«Le projet - a été conçu dans l'optique d'une double finalisation, c'est-à-dire:

a) appliquer finalement et concrètement les normes du Statut Valdôtain prévoyant la pratique des deux langues officielles, français et italien, dans notre Région; et, pour cela faire, créer une Ecole régionale où l'emploi constant de la langue française balance l'habitude presque totalitaire à la langue italienne, que l'on doit subir dans les bureaux, dans les commerces et par les moyens d'information;

b) résoudre le problème de la réforme de l'Institut Professionnel Régional, qui traîne depuis trop longtemps et qui risque de perpétuer l'application d'une Loi (la Loi Régionale du 17 novembre 1960 n. 8), par laquelle la faculté législative primaire de notre Région en matière d'instruction professionnelle aurait dû être concrétisée et qui n'a rien de valdôtain, ses structures et ses programmes n'étant qu'une copie (parfois mauvaise) de l'Ecole Professionnelle italienne.

Quant à ce dernier problème - de la réforme de l'I.P.R. - tout le monde connaît bien la situation de désordre, de confusion et les nombreux inconvénients qui se sont vérifiés, notamment à l'I.P.R. d'Aoste, depuis quelques années. Mais, en tout cas, même s'il était possible de remédier à cette situation, le problème de fond resterait, compte tenu que ni la loi actuelle, ni les projets de réforme présentés jusqu'ici, ne prévoient une **Ecole secondaire valdôtaine**; ce qui est fait, au contraire, par le nouveau projet de Loi sur les Lycées Techniques.

Quant à l'application du Statut en matière de langue, le nouveau projet de Loi se rapporte évidemment aux bons résultats du travail développé dans les trois dernières années scolaires par les classes expérimentales de l'I.P.R. de Châtillon. L'on est certainement au courant du fait que les élèves de cet Etablissement ont été mis en mesure de passer le Baccalauréat Technique G1 français à la fin de la classe de 4ème et la Maturité professionnelle italienne à la fin de la classe 5ème; et, pour ce faire, les professeurs et les élèves de cette Ecole ont démontré dans la pratique qu'il est possible à des Valdôtains d'enseigner et d'apprendre les matières techniques et professionnelles, aussi bien que les matières culturelles, d'une Ecole secondaire supérieure, en langue française.

Et il est bien certain que les élèves bi-diplômés de l'I.P.R. de Châtillon sont sûrement plus «bilingues» que n'importe quel autre élève des Ecoles secondaires de notre Région sans préjudice pour les résultats de la Maturité italienne (100% de licenciés, avec de très bonnes évaluations, tous les ans).

Mais les auteurs du nouveau projet de loi n'ont pas oublié que l'expérimentation de l'I.P.R. de Châtillon n'était qu'un point de départ,

dans le sens que - une fois démontré concrètement la possibilité de passer un examen dans les deux langues et d'après les deux ordonnances scolaires français et italien - il fallait en tirer les conséquences et réclamer la constitution d'une **Ecole valdôtaine** proprement dite.

Et cette Ecole valdôtaine est vue, dans le projet, d'après:

- l'emploi de la langue française pour l'enseignement et la pratique didactique de toutes les matières, sauf la composition italienne et les langues étrangères;

- la formation de programmes technico-professionnels adhérents à la réalité valdôtaine, dans le double sens de récupération de nos racines nationales et de détermination des matières et des diplômes les mieux adaptés à la réalité économique et sociale de notre Région;

- la structuration de la nouvelle Ecole en une série d'Etablissements (les anciennes Ecoles de l'I.P.R.), dont chacun formera les élèves en vue d'une ou de plusieurs spécialisations sur la base des exigences de la zone d'influence de chaque Etablissement et, en tout cas, en exploitant un plan culturel commun, que les premières classes de tous les Etablissements devront procurer;

- la formation d'un encadrement des professeurs des Lycées Techniques, dont l'accès est prévu uniquement par concours et dont le traitement économique favorable correspond à l'engagement personnel et à la lourde tâche, à laquelle ces professeurs se soumettent. C'est donc un projet destiné à résoudre bien des problèmes d'un secteur très important de notre Ecole secondaire et qui, en plus, a tout le charme et l'imagination des pionniers, d'autant plus prononcés, qu'il s'agit ici de «pionniers culturels».

**Considérations finales**

Tout en sachant qu'une analyse et que des propositions du point de vue exclusivement scolaire ne pourront atteindre leurs objectifs ou que les solutions envisagées ont une signification par rapport aux finalités préconisées seulement si elles sont suivies par des initiatives émanant aussi d'autres institutions (Administrations, clergé, famille mass-média) et d'autres secteurs économiques et professionnels, aussi bien que les matières culturelles, d'une Ecole secondaire supérieure, en langue française.

Et il est bien certain que les élèves bi-diplômés de l'I.P.R. de Châtillon sont sûrement plus «bilingues» que n'importe quel autre élève des Ecoles secondaires de notre Région sans préjudice pour les résultats de la Maturité italienne (100% de licenciés, avec de très bonnes évaluations, tous les ans).

Mais les auteurs du nouveau projet de loi n'ont pas oublié que l'expérimentation de l'I.P.R. de Châtillon n'était qu'un point de départ,

d'appliquer les compétences législatives actuelles et d'exercer une autonomie effective.

Si d'un côté, après la solution du problème relatif à l'école maternelle, l'on demande donc qu'une solution rapide soit également trouvée, selon les principes énoncés, pour les autres degrés scolaires, d'autre part on espère que le projet de loi portant création des Lycées Techniques soit au plus tôt examiné par l'Assemblée Régionale, parce que ces mesures représentent le premier pas vers la définition d'une structure scolaire véritablement valdôtaine, (réforme de l'école secondaire supérieure, réforme des programmes de l'école primaire) et constituent le premier jalon pour une véritable politique scolaire.

Pour notre part, comme nous l'avions affirmé lors de notre congrès, nous continuons à appuyer toutes les initiatives et à soutenir toutes les luttes ayant pour but l'institution d'une école valdôtaine ou une réelle évolution, au sens valdôtain du terme, de l'école actuelle.

Dino VIERIN

## Comunicato

### Per l'INAIL e la Nuova SIAS alla Cogne non c'è la silicosi

«La Federazione Sindacale Unitaria CGIL-CISL-UIL-SAVT, l'Esecutivo del Consiglio di Fabbrica della Nuova SIAS, unitamente ai responsabili degli enti di Patronato INAS-INCA-ITAL-SAVT si sono riuniti in data 28 marzo 1983 per un confronto comune sulla relazione relativa agli accertamenti sul «rischio da silicosi» attualmente esistente all'interno della Nuova SIAS effettuato dai tecnici dell'INAIL.

CONSIDERATO l'unilateralità delle decisioni, le modalità seguite per il prelievo dei campioni e la ricerca delle zone di intervento, i tempi in cui gli accertamenti sono avvenuti nonché le conclusioni a cui l'INAIL è pervenuto, prevedendo che i lavoratori soggetti al rischio silicotigeno all'interno della Nuova SIAS siano cento unità sugli attuali 1.300 all'incirca.

RESPINGONO le conclusioni e le decisioni conseguenti adottate dall'INAIL.

DENUNCIANO il comportamento adottato dallo stesso Istituto Infortuni che ha proceduto agli accertamenti senza prendere alcun

contatto con gli organismi sindacali dell'azienda e con la struttura pubblica USL preposta per legge alla salvaguardia della salute dei lavoratori nei luoghi di lavoro.

DECIDONO

DI RICHIEDERE

- 1) un immediato incontro con la Direzione Generale dell'INAIL per un esame del problema nel suo insieme.
- 2) Un incontro con l'Assessorato regionale alla SANITÀ, con l'USL e l'Ispettorato del Lavoro al fine di predisporre un piano che permetta una nuova indagine su tutta l'area dello stabilimento con mezzi, tempi e metodologie adeguate in modo da determinare il «rischio silicotigeno» realmente esistente.

NEL RISERVARSI di ricorrere alla magistratura nel caso in cui l'Istituto, sulla base delle decisioni assunte a seguito dell'accertamento effettuato, respingerà le prestazioni richieste dai lavoratori.

DIFFIDANO L'INAIL a mettere in atto le nuove decisioni fino a quando non sarà conosciuto l'esito degli accertamenti effettuati dall'USL.

**Enseignants et professeurs valdôtains:** pour n'importe quel problème d'assistance ou d'information adressez-vous au SAVT-école.

**Enseignants et professeurs valdôtains:** pour une autonomie effective, un bilinguisme réel, la qualification et la légitime défense de l'école valdôtaine, adhérez au SAVT-école.

Se i contatti da tempo avviati dalla Regione si concluderanno positivamente, la Valle d'Aosta recupererà diversi posti di lavoro, soprattutto in Bassa Valle, con un rilancio dell'industria valdostana.

**MONTEFIBRE**

Per la ex Montefibre di Châtillon sono interessate due aziende del settore alimentare, una delle quali è la Cirio, che dovrebbe garantire 200 posti di lavoro, con la produzione di pasta alimentare. Questi 200 lavoratori opererebbero nella area Sud dell'ex Viscosa. Alternative si stanno cercando anche per la parte Nord dello Stabilimento (reparto acetato). Per quanto riguarda l'incontro al Ministero del Bilancio siamo ancora in attesa di una convocazione. Tale incontro è necessario per rivendicare l'impegno delle parti che avevano sottoscritto l'accordo del 7 ottobre '82; impegni assunti sia da Montefibre che dal Governo per eventuali alternative sostitutive intese a riutilizzare l'area attrezzata dello stabilimento

di Châtillon, al fine di rendere al pieno recupero occupazionale già esistente.

Al Ministero del Bilancio inoltre bisogna chiedere un intervento nei confronti della Montefibre per l'acquisizione dei terreni e di tutta l'area attrezzata da parte della Regione ad un prezzo politico e non al valore del mercato.

**FORTUNA WEST**

Nello stabilimento della ex Fortuna West, fallita nei primi di marzo, l'attività dovrebbe riprendersi con la ditta Tapiform che produce moquette e tappeti per auto (B.M.W., F.I.A.T., A.L.F.A., R.O.M.E.O.). Il futuro di questa azienda, comunque, sembra definito anche se a grosse linee. Verso la metà del mese di aprile la Tapiform inizierà le operazioni di ristrutturazione dello stabilimento con la posa dei primi macchinari.

Dal canto suo la Regione deve costruire un nuovo immobile in un'area compresa

tra il caseificio di Arnad e l'impresa Giovanetto. La nuova costruzione servirebbe per la filatura e tintoria di una lana particolare per tappeti; inizialmente questa lavorazione sarà svolta da una ditta di Torino. Al termine della operazione e delle varie ristrutturazioni questa dovrebbe essere la prima fase di lavorazione per poi passare negli stabili della ex Fortuna West per la finitura della produzione.

La Tapiform chiede alla Regione facilitazioni per l'accesso al credito: 2 miliardi di lire subito e la costruzione di immobili che l'azienda, dopo circa quattro anni, vorrebbe acquistare. La Tapiform dovrebbe investire circa 20 miliardi di lire compresi i macchinari.

In termini occupazionali si prevede che ad agosto o a settembre rientrino dalla Cassa Integrazione Guadagni i primi 30 occupati, mentre gli altri, in termini graduuali, verranno reinseriti

fino al raggiungimento di 100 occupati entro la fine del 1984.

**IN.TE.VA. DI POLLEIN**

Due aziende sono interessate allo stabilimento: sono la Cerutti Frachey con la produzione di abbigliamento della linea sportiva e la Besso di Hône con produzione (à façon) di abbigliamento.

Entrambe le aziende garantiscono l'occupazione per 60 persone. La trattività è ancora vincolata alla risposta e alla disponibilità dei fondi Cee per i corsi di formazione professionali. Si spera che entro il mese di Aprile, oltre alla risposta di Bruxelles, ci sia uno sblocco della trattativa che risolva la vertenza IN.TE.VA., dove abbiamo le lavoratrici licenziate dal 31/10/1982.

In Bassa Valle, e precisamente a Verrès, nell'area della ex segheria Fiat Engineering nascerà una nuova attività produttiva che consentirà l'occupazione di 40

posti di lavoro. L'attività industriale è la Coinca con lavorazione e torrefazione di caffè.

Grazie alla spinta e alle lotte dei lavoratori si sta finalmente muovendo qualcosa di concreto per le alternative agli stabilimenti duramente provati dalle diverse

crisi. Certo queste soluzioni prospettate ora devono essere concretezzate al fine di risolvere e potenziare il settore industriale della Regione, con il mantenimento dei livelli occupazionali nell'industria, settore importante della economia Valdostana.

Ivo GUERRAZ

## Elezione Consiglio d'Azienda RAI

Il mese di marzo scorso i 72 dipendenti della sede RAI di Aosta (non ne hanno diritto i giornalisti che godono di un Contratto a parte) hanno rinnovato il loro Consiglio dei delegati, o Consiglio d'Azienda, per definizione contrattuale. La partecipazione alle elezioni è stata molto alta e soltanto 5 lavoratori non vi hanno preso parte, a conferma che le strutture di base del Sindacato Unitario sono ancora molto considerate dai lavoratori. Il nuovo Consiglio d'Azienda della RAI, che rimarrà in carica per due anni è composto da: Marino Belley, Bruno Béthaz, Lello Bordet, Gianfranco Jalongo, Carlo Rossi e Stefano Viaggio. Si era anche reso necessario un ballottaggio tra Angelo Bertuna e Marino Belley, ma poi Bertuna ha preferito rinunciare.

L'organismo neo-eletto dovrà affrontare importanti problemi. Primo fra tutti la gestione del rinnovo del Contratto Collettivo di Lavoro, la cui scadenza è prevista per il prossimo 31 maggio '83, ma per cui si prevedono dei tempi più lun-

ghi, a giudicare anche da come procedono le trattative per i contratti di altre categorie. D'altra parte la Federazione Lavoratori Spettacolo e Informazione ha presentato soltanto ai primi giorni di aprile all'Azienda la bozza di piattaforma contrattuale.

A livello locale ci sono poi da risolvere alcuni problemi interni e dovrà essere fatto uno sforzo da parte di tutti allo scopo di mantenere efficiente e operante, come lo è stata finora, l'unità sindacale all'interno della sede RAI. Altri temi, quali, la convenzione Stato-Regione VdA per l'aumento delle trasmissioni riservate alla Valle d'Aosta, la diffusione della Terza Rete TV sul territorio regionale, l'auditorium e la necessità di unire in una sola sede le strutture della RAI ad Aosta, non esuleranno certamente dal raggio di interesse del nuovo Consiglio d'Azienda.

## LISEZ LE REVEIL SOCIAL

## Dichiarazione dei redditi

Il 31 maggio p.v. scadrà il termine per la presentazione della dichiarazione dei redditi per l'anno 1982.

Il SAVT assicurerà ai lavoratori la consulenza necessaria per la compilazione del mod. 740 o per la soluzione di ogni altro problema di natura fiscale. Tale consulenza verrà prestata presso la sede SAVT di Aosta o presso le sedi del patronato SAVT di Pont-St.-Martin, Hône, Verrès, Châtillon, Morgex e Cogne. Per la definizione di problemi particolari si consiglia di fissare preventivamente un appuntamento presso la sede di Aosta.

Il calendario con l'indicazione delle modalità (giorni ed orari) della compilazione dei mod. 740 verrà affisso nei rispettivi uffici del Sindacato e del Patronato SAVT.

**IMPORTANTE:** È necessario presentarsi con la seguente documentazione:

- 1) Modello 740 e relativi allegati, ove richiesti;
- 2) Modello 740, relativo ai redditi del 1981 e n. di codice fiscale;
- 3) Modello 101 ed eventuale modello 102 (liquidazioni corrisposte nel 1982);
- 4) Certificati catastali di terreni e fabbricati, ove posseduti;
- 5) Documentazione oneri deducibili (interessi passivi, assicurazioni vita, spese mediche e chirurgiche, etc.);
- 6) Ogni altro atto o documento ritenuto necessario.

## Nuova pensione per i dipendenti pubblici

Il 23 marzo, il Parlamento ha definitivamente convertito in legge il decreto n° 17 sul costo del lavoro. Tale decreto aveva suscitato roventi critiche del Sindacato in quanto diversi articoli penalizzavano fortemente i lavoratori dipendenti; in particolare l'art. 9 (norme urgenti in materia di assunzioni obbligatorie) e l'art. 10 (trattamento di quiescenza dell'impiegata coniugata).

In questa occasione mi voglio soffermare in particolare sul nuovo articolo 10 della legge: esso ha per titolo «Nuovi trattamenti per i casi di quiescenza anticipata». Riguarda cioè il nuovo trattamento pensionistico dei dipendenti pubblici per la parte concernente la corresponsione della cosiddetta Indennità Integrativa Speciale (I.I.S.) - la contingenza per gli altri lavoratori.

L'articolo 10 della nuova legge stabilisce che i dipendenti pubblici (Stato, Enti Locali, Enti Pubblici, Amministrazioni Autonome, con la sola eccezione dei dipendenti delle Ferrovie dello Stato che hanno una normativa specifica) che abbiano presentato domanda di pensione dopo il 29 gennaio 1983, o che la presentino in futuro, hanno diritto all'I.I.S. in proporzio-

ne agli anni di servizio utile, in ragione di un quarantesimo per ogni anno di servizio.

Coloro che sono già in pensione, invece, continueranno a percepire regolarmente l'I.I.S. nella misura massima e riceveranno tutti i futuri scatti, come se la nuova legge non esistesse.

Per i nuovi pensionati viene fatto salvo l'importo dell'I.I.S. in pagamento nel mese di gennaio (L. 448.554 lorde mensili), ma i futuri aumenti trimestrali

saranno riassorbiti fino a coprire la differenza tra il minore importo dovuto, secondo le nuove disposizioni, e le 448.554 lire garantite a tutti.

**Rimane confermata** la possibilità per le donne coniugate o con prole **dipendenti dello Stato**, di dimettersi dopo 14 anni, sei mesi e un giorno di servizio utile, ma la pensione sarà pagata solo dopo che avrà trascorso il periodo di tempo che manca per il normale pensionamento anticipato dei pubblici dipendenti (19 anni, sei mesi e 1 giorno).

Ma vediamo ora nel dettaglio come funzionerà il nuovo meccanismo.

Chi è andato in pensione prima del 29 Gennaio 1983 conserva per intera la I.I.S. già maturata (448.544 lire al 1° gennaio, che corrispondono a 40 anni di servizio) e conserva anche quella che maturerà in futuro.

Coloro che andranno in pensione dopo il 29 gennaio 1983 avranno garantita la I.I.S. che veniva corrisposta a quella data (L. 448.554), di essa solo una parte sarà veramente intoccabile: quella cioè corrispondente agli anni di servizio effettivamente prestato. La parte eccedente sino al raggiungimento delle 448.554, sarà assorbita dai futuri scatti.

Facciamo un esempio pratico, limitato ben inteso, al discorso della I.I.S..

Supponiamo che il sig. Rossi, raggiungi i 25 anni di servizio (minimo richiesto per gli iscritti CPDEL) chieda di lasciare il servizio attivo con decorrenza 1.4.1983. In base alla nuova legge non percepirà l'80% della I.I.S. in vigore a quella data ( $597.541 \times 80\% = L.$

478.032), ma gli verrà pagata la I.I.S. di lire 448.554; quest'ultima cifra però non gli spetta perché gli spettano solo ventiquattré quarantesimi della I.I.S. maturata. La I.I.S. a cui avrebbe diritto è di lire 298.750 (478.032 diviso 40 - anni max. per nr. 25 anni di servizio). La differenza di lire 149.804 (448.554 meno 298.750) gli viene comunque assicurata nella pensione ma sotto forma di «assegno riassorbibile». Vale a dire che il sig. Rossi non prenderà una lira dei futuri scatti di I.I.S. fino a quando non avrà esaurita la tranne di lire 149.804.

Per alcuni anni non avrà aumenti di I.I.S. sulla pensione; raggiunta la quota di lire 448.554 avrà gli aumenti in proporzioni di 25/40. Al momento del raggiungimento dell'età pensionabile (40 anni di contribuzione o 65 anni di età) la I.I.S. gli verrà corrisposta in forma piena (quaranta quarantesimi dell'80% di quella in vigore per chi è in servizio).

Il discorso è ancora più restrittivo per le donne coniugate o con figli, le quali hanno la facoltà di lasciare il servizio dopo 20 anni di contribuzione (sempre secondo le norme CPDEL).

Rifacendosi al caso del sig. Rossi, avremo che la sig.ra Rossi, in pensione dal 1.4.83 percepisce comunque lire 448.554 di I.I.S. ma avrà un assegno riassorbibile di lire 209.554 (infatti di diritto gli spettano solo ventiquattré quarantesimi di I.I.S.). Allora, per quanti anni alla sig.ra Rossi non verranno corrisposti gli aumenti di I.I.S. sulla pensione? Il futuro non è ipotocabile, tutto dipende però dall'andamento dell'aumento del costo della vita. Supponiamo, per

esempio, che la I.I.S. continui ad aumentare in media di 20.000 lire ogni trimestre. Il beneficio «riassorbibile» per la sig.ra Rossi sarebbe pertanto di lire 8.000 per ogni trimestre (20.000 × 80% per ventiquattré quarantesimi). Dovendo «recuperare» L. 209.554, non avrà aumenti per 26 trimestri = 6,5 anni. Il sig. Rossi invece non avrà aumenti di I.I.S. per 18 trimestri = 4,5 anni.

Come si vede, la situazione è tutt'altro che rosea!

Norme particolari e innovative prevede l'art. 10 della nuova legge per le donne dipendenti dello Stato, con prole o coniugate. Più sopra è stato detto che mantengono il diritto del collocamento a riposo dopo solo 15 anni di servizio, ma la pensione gli verrà materialmente pagata solo quando avranno maturato i 20 anni (simbolici) di servizio. Considerata la portata estremamente riduttiva del provvedimento è stata concessa la facoltà per i suddetti soggetti che abbiano presentato domanda di dimissioni dal servizio dopo il 29.1.83 di presentare, entro 60 giorni dalla data di entrata in vigore della legge, la revoca delle dimissioni stesse.

Di fronte ad un coercitivo rivoluzionario in peggio della legislazione pensionistica dei pubblici dipendenti, si contrappongono altrettante sperequazioni in peggio rispetto ai lavoratori del settore privato: la più evidente è quella relativa alla liquidazione di fine lavoro; un'altra è quella relativa all'importo dei contributi previdenziali e assistenziali, ecc. ecc.

Tali argomenti saranno ripresi in un numero successivo. **Lino GRIGOLETTO**